

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

La « révolution pacifique » d'Eric Cantona

- Economie -

Date de mise en ligne : samedi 4 décembre 2010

Description :

Éric Cantona a lancé l'idée dans un entretien à Presse Océan, le 8 octobre dernier, de faire « *une révolution pacifique* » en vidant les banques de leurs dépôts. « *Si 20 millions de personnes retirent leur argent en même temps, précisait-il, le système s'écroule* ».

Démocratie & Socialisme

Éric Cantona a lancé l'idée dans un entretien à Presse Océan, le 8 octobre dernier, de faire « une révolution pacifique » en vidant les banques de leurs dépôts. « Si 20 millions de personnes retirent leur argent en même temps, précisait-il, le système s'écroule ».

La vidéo où Cantona tenait ces propos fait un tabac sur le Net. Le groupe Face book « Révolution ! Le 7 décembre on va tous retirer notre argent des banques » qui compte plus de 30 000 membres a repris la proposition de Cantona en fixant une échéance précise. Cantona lui-même a assuré qu'il irait retirer son argent le mardi 7 décembre.

Au début, le mépris

Au début, les banques, le gouvernement, les journaux financiers traitaient cette initiative par le mépris. Mais aujourd'hui, l'initiative les inquiète pour deux raisons.

Tout d'abord, la crise des dettes publiques qui devient chaque jour plus aigüe (hier la Grèce, aujourd'hui l'Irlande, demain le Portugal...) rend les banques, qui détiennent une part importante des titres de ces dettes, particulièrement vulnérables à tout ce qui pourrait semer un doute supplémentaire sur leur capacité à éviter la faillite.

Le succès significatif de l'initiative de Cantona revient, ensuite, à dessiner une cible sur le ventre des banques, ce dont elles se passeraient volontiers. Elles ont, en effet, mené l'économie mondiale à deux doigts de la catastrophe en 2007-2008 mais elles continuent à spéculer exactement comme avant et à amasser leurs profits de façon tout aussi éhontée. Pendant ce temps-là, c'est aux peuples européens que l'on impose de payer l'addition de leur frénésie spéculative. Cette invraisemblable injustice est de plus en plus visible et exaspère de plus en plus de citoyens. L'initiative de Cantona propose un moyen de manifester cette exaspération. Elle peut aider à cristalliser la demande d'un changement radical du mode de fonctionnement et d'appropriation du secteur bancaire. Ce dont les dirigeants et les actionnaires des banques ne veulent, bien sûr, à aucun prix.

Aujourd'hui, les banques et le gouvernement se rebiffent

Le PDG de BNP Paribas, Baudouin Prot a le culot d'affirmer que « les banques français n'ont aucunement contribué aux origines de la crise ».

C'est nier l'évidence. Les banques françaises ont eu exactement les mêmes pratiques que toutes les autres : spéculation avec les fonds de leurs déposants, gonflement des bulles spéculatives, propagation des créances liées aux « subprime » jusque dans les SICAV « de père de famille », spéculation sur les produits dérivés, multiplication des filiales dans les « paradis fiscaux », refus de prêter à d'autres banques en pleine crise des liquidités bancaires, extrême réticence à prêter aux entreprises et aux particuliers accélérant ainsi la crise économique, appels désespérés à l'Etat, tant décrié auparavant, pour garantir les dépôts de leurs clients et garantir leur solvabilité en augmentant leurs (quasi) fonds propres...

Et ce n'est pas fini, loin de là, et Baudouin Prot se garde bien d'évoquer les milliards de « créances pourries » qui restent encore dissimulés dans les actifs des banques françaises. Il se garde bien, également, de faire état des spéculations des banques françaises contre les dettes publiques des pays européens alors même que ces dettes

publiques ont pour principale origine les plans de sauvetage des banques en 2007-2008.

Les banques françaises portent donc toute leur part de responsabilité dans le déclenchement de la crise financière, dans le déclenchement de la crise économique qui a suivi, dans le déclenchement de la crise des dettes publiques et dans son actuelle accélération.

Le gouvernement Sarkozy vole, lui-aussi, au secours de la finance.

François Baroin, toujours aussi élégant, n'hésite pas à frapper en dessous de la ceinture : « *C'était un très bel avant-centre. Il n'a pas fait la Coupe du monde (1998), il n'a pas été sélectionné par Aimé Jacquet. Il y a sûrement des raisons à cela* ». Quand on a été sélectionné par Nicolas Sarkozy et qu'il y a sûrement des raisons à cela, voilà perdue une bonne occasion de se taire.

Christine Lagarde a le bon goût d'affirmer « *je ne me risque pas à jouer au football* » mais étale aussitôt au grand jour sa philosophie politique « *Éric Cantona devrait éviter de jouer à l'économiste* ». Comme si les objectifs de l'activité des banques n'étaient pas du ressort de tous les citoyens. Comme s'ils devaient être réservés aux seuls « économistes » dont chacun peut, qui plus est, contempler les heureux résultats. La monnaie dont les banques sont les principales créatrices n'a aucune légitimité à être utilisée comme un bien privé, surtout dans le seul but de défendre les intérêts d'une petite minorité de prédateurs financiers.

La monnaie est un bien commun. Il faut en tirer toutes les conséquences et intégrer les banques, toutes les banques, au secteur public. Ce n'est pas l'interdiction absurde des déficits publics qu'il faut inscrire dans la Constitution, comme le veut Sarkozy, mais l'interdiction de toute entrée de capitaux privés dans le capital des banques. C'est notre seule garantie contre une nouvelle crise bancaire qui serait d'une toute autre ampleur que celle de 2007-2008 puisque les Etats n'ont plus maintenant les moyens d'un nouveau plan de sauvetage.

Plutôt prévenir que guérir

Cette intégration des banques au secteur public permettrait de prévenir la nouvelle crise bancaire et financière qui serait catastrophique non seulement pour les actionnaires des banques (ce qui ne ferait pas pleurer grand monde) mais pour l'ensemble de la société.

Frédéric Lordon, dans son article « *Ne pas détruire les banques : les saisir !* » [\[1\]](#) décrit de façon convaincante les effets immédiats d'une faillite généralisée des banques : « *Car les banques mises au tapis dans un bel ensemble, il faut tâcher de se figurer de la plus concrète des manières ce à quoi peut bien ressembler la vie matérielle. Manger par exemple. C'est-à-dire aller acheter à manger. Payer par chèque ? Plus possible : plus de banques. Tirer de l'argent au distributeur ? Plus possible : plus de banques. Obtenir un crédit ? Plaisanterie ! Plus de banques. Reste l'argent liquide au fond des poches [...] quatre ou cinq jours à l'horizon, en forçant plutôt sur les pâtes...* »

Hâter l'arrivée d'une telle catastrophe (ce qui arriverait inéluctablement si 20 millions de déposants retiraient leurs dépôts comme le propose Cantona) entraînerait des dégâts incalculables pour toute la vie sociale et les plus vulnérables seraient en première ligne, comme lors de la crise de 1929.

Il vaut donc mieux prévenir que guérir et intégrer les banques au secteur public pour proscrire toute activité spéculative (1/3 du profit des banques) et recentrer l'activité bancaire sur ce qui devrait être leur seule mission mais qui n'est plus, aujourd'hui, qu'une part minoritaire de leur activité (1/3 de leurs profits) : les crédits aux entreprises, aux collectivités, aux particuliers.

Cela permettrait, au passage, de supprimer toutes les commissions et autres frais qui sont une véritable rançon (le dernier tiers des profits des banques) payée par les clients des banques. Une rançon totalement injustifiée, puisque les « services » rendus par les banques ne sont que la contrepartie des dépôts de leurs clients et que sans ces dépôts, l'activité bancaire cesserait aussitôt. D'autant plus injustifiée que le produit de cette rançon (qui n'existait pas il y a 25 ou 30 ans) va directement nourrir l'activité spéculative des banques.

Jean-Jacques Chavigné

[1] Blog du Diplo : La-pompe-à-phynance. - 2 décembre 2010.